

Accord professionnel

**DIOCÈSES DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE DE FRANCE**  
**(8 février 2016)**

**Avenant n° 2 du 17 octobre 2022**  
à l'accord du 26 septembre 2017  
relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail

NOR : ASET2251424M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**UADE,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**CFE-CGC ;**

**CFTC CSFV ;**

**FS CFTD,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

L'accord de branche sur la durée et l'aménagement du temps de travail conclu pour la branche des diocèses de l'Église catholique de France le 26 septembre 2017 pour une durée déterminée de 5 ans arrive à échéance.

La CPPNI, la commission de suivi de l'accord ainsi que les groupes de travail composés des organisations syndicales des salariés et de l'organisation patronale représentative se sont réunis à plusieurs reprises afin d'examiner les conditions d'application de l'accord.

Conformément à l'article VIII-3 de l'accord de branche, les parties se sont réunies pour décider de la révision ou du renouvellement de l'accord.

Sans constater de difficultés majeures dans l'application ou l'interprétation des dispositions de l'accord, les parties ont décidé, par le présent avenant, de modifier l'article unique du chapitre II concernant la période de référence et l'article VIII-3 de l'accord concernant la durée de l'accord de branche et son avenant.

Il est en outre rappelé que dans la mesure où la plupart des structures employeurs ont un effectif inférieur à 50 salariés, les parties signataires conviennent, en référence à l'article L. 2261-23-1 du code du travail, que l'ensemble des dispositions du présent accord s'applique à toutes les structures employeurs, sans qu'il y ait lieu de prévoir de dispositions spécifiques concernant les structures de moins de 50 salariés.

Les articles ci-après annulent et remplacent les articles de même numérotation de l'accord de branche du 26 septembre 2017 (modifié par avenant du 8 juin 2018). Les autres articles restent inchangés.

## « Chapitre II Période de référence et congés payés

### Article unique | *Période de référence*

Dans un souci de simplification et d'harmonisation, il pourra être défini une seule et même période de référence s'appliquant à l'ensemble des droits liés à l'organisation du temps de travail, y compris à l'acquisition des congés payés.

Cette période de référence pourra être du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, du 1<sup>er</sup> septembre au 31 août ou du 1<sup>er</sup> juin ou 31 mai.

Toutefois, conformément à l'article L. 3141-13 du code du travail, quelle que soit la période de référence définie, la prise de congé principal doit s'effectuer entre le 1<sup>er</sup> mai et le 31 octobre.

La structure employeur définira la ou les périodes de référence retenues et en informera les salariés par tous moyens.

## Chapitre VIII Dispositions diverses

### Article VIII.3 | *Durée et révision*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Le présent accord peut être révisé, modifié, précisé, complété, particulièrement en cas de modification législative, sur proposition écrite de l'une ou l'autre des organisations représentatives visées à l'article L. 2261-7 du code du travail communiquée à l'ensemble des organisations syndicales invitées à participer aux négociations paritaires de branche. La demande de révision doit comporter l'indication des articles concernés et une proposition de rédaction. Elle fait l'objet d'un examen en réunion paritaire dans les trois mois suivants. La demande de révision qui n'aura pas abouti dans un délai de six mois à compter de la première réunion paritaire consacrée à son examen sera caduque.

### Article VIII.4 | *Dépôt et entrée en vigueur*

Le présent avenant donnera lieu à dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-5 à R. 2231-9 de la section 3 du chapitre 1<sup>er</sup> titre III livre II du code du travail, à savoir dépôt en deux exemplaires dont une version sur support papier signée des parties, et une version sur support électronique accompagnée des pièces précitées à l'article D. 2231-7 du code du travail auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Un exemplaire de ce texte sera également remis au greffe du conseil de prud'hommes.

Le présent accord fera l'objet de la procédure relative à la demande d'extension conformément aux dispositions légales en vigueur.

Le présent avenant prendra effet au lendemain de son dépôt auprès de l'administration du travail. »

*Fait à Paris, le 17 octobre 2022.*

(Suivent les signatures.)